

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - EUROPE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

**Conseil régional
Réunion des 12 et 13 octobre 2006**

Intervention de Daniel Gilles Contrat de projets et programmes opérationnels européens.

Monsieur le Président,
Cher-es collègues,

Notre session débute après l'intervention du Président par un débat général, que nous avons sollicité, autour du contrat de projets et des programmes opérationnels européens 2007-2013. Nous allons poursuivre la réflexion en novembre et ce n'est pas pour nous déplaire, je serais d'accord avec Jean-Jacques Urvoas pour considérer que nulle part il ne faut avoir peur du débat.

Ces questions étant lourdes en termes d'enjeux financiers, elles nous engagent pour des années. Pour porter une appréciation, il nous faut naturellement bien partir du contexte dans lequel s'inscrivent ces contractualisations.

La Bretagne, comme l'ensemble des régions de France, subit avec ses habitants, des mauvais coups en matière d'emploi dus aux mécanismes libéraux et aux choix des actionnaires.

De Guerlesquin à Quimperlé, les travailleurs de Bretagne, ceux des ateliers et des bureaux, ne sont pas archaïques, pas plus qu'ils ne sont prêts à se résigner. Ils n'apprécient guère plus ceux qui leur prêchent le renoncement avec compassion que ceux qui les stigmatisent.

Dans l'agriculture ou l'agro-alimentaire, ce ne sont pas les dernières déclarations du Président de la République, ou une certaine petite musique ambiguë du côté de Guingamp, qui vont rassurer tous ceux dont l'emploi dépend de ce secteur, ni le monde rural.

Si la mode est de parler de développement forcément durable, on n'entend guère mettre en avant une juste rémunération du travail des agriculteurs, des travailleurs, des salariés. Et moins encore de sécurisation de leurs emplois. Pourtant en ce début de 21ème siècle, ce devrait être une priorité.

Une juste rémunération de leur travail, c'est aussi ce que souhaitent les pêcheurs, durement secoués, tant par la hausse du prix du gasoil, que par les orientations européennes,

et les TAC dont vous avez parlé. Un rapport récent présenté par un député portugais du groupe GUE-GVN, soutenu sur de nombreux bancs, a clairement montré les graves insuffisances des choix de la commission dans le domaine des pêches maritimes.

L'emploi, la précarité grandissante et les bas salaires restent bien les questions centrales pour des centaines de milliers de bretonnes et de bretons.

L'angoisse de l'avenir taraude bon nombre de jeunes et de moins jeunes. De plus en plus d'étudiants vivent plus que chichement, ici comme ailleurs, beaucoup doivent travailler pendant leurs études, la sélection sévit, et les débouchés sont loin d'être assurés pour le grand nombre.

On a vu qu'ils étaient nombreux à refuser un avenir fait de précarité et d'exploitation, d'exclusions. Les jeunes Bretons ont parfois montré le chemin de la lutte au printemps dernier face à de Villepin, Sarkozy, de Robien, de Rohan et consorts. J'en suis pour ma part très heureux.

Depuis 2002, la droite s'emploie méthodiquement à attaquer les valeurs, les acquis démocratiques et sociaux de notre société, de notre République. Dans l'éducation, la santé, le logement, ce sont les coupes claires dans les budgets. Les services publics, garants des solidarités, sont mis à mal. La dernière forfaiture étant la privatisation de GDF poussée par la droite et l'Europe libérale, au motif principal que le coût du gaz, trop bas en France ne permet pas à la concurrence de s'installer, dixit la « lettre de griefs » de la Commission européenne, rendue publique par le député Communiste Daniel PAUL, que vous connaissez bien Monsieur le Président.

Je n'ai pas ici le temps de décrire l'ensemble des difficultés, des inégalités que vivent les bretonnes et les bretons, et pas l'humeur à dresser un tableau noir de notre présent et de notre avenir. Les « déclinologues » en tout genre s'en chargent. L'espoir et l'optimisme sont dans ma nature, mais cela ne m'amène pas pour autant à vouloir « ripoliner » l'avenir en rose bonbon. Les évolutions des consciences confrontées à tant d'urgences sociales, m'amènent à avoir confiance dans la ténacité, l'intelligence, la volonté des bretonnes et des bretons pour résister, se battre, réorienter les politiques et les choix de société ici et maintenant.

A l'heure du CPER, plus que jamais l'action publique politique exigeante et déterminée dans les institutions doit être en phase avec l'action citoyenne et populaire pour faire bouger les choses dans le bon sens.

Beaucoup parlent de rupture. Pour ma part, j'en suis un ardent partisan si elle signifie des changements progressistes sur les gestions du passé au service des plus nantis.

C'est pourquoi le rassemblement de 2005 pour refuser les diktats médiatiques et le traité ultralibéral de la « concurrence libre et non faussée », puis les luttes victorieuses de 2006, ainsi que les chaînes citoyennes de l'intelligence, fortes d'engagements et de convictions partagés, qui sont à nouveau en train de gagner du terrain me donnent beaucoup d'espoir pour les échéances nationales de 2007.

Dans le même élan, je veux rappeler la visée et les objectifs du rassemblement réalisé en 2004 en Bretagne lors des élections régionales autour de la liste « Bretagne à Gauche Bretagne pour tous », nos objectifs en 2004 étaient de 3 ordres :

- mettre en oeuvre des choix et des politiques clairement progressistes, des dispositifs en rupture avec les gestions précédentes, de nouvelles expériences dans l'intérêt du plus grand nombre. De ce point de vue, au bout de deux ans et demi, nombre de politiques de dispositifs ont pris tournure. On peut compter sur notre apport et notre exigence pour continuer d'aller de l'avant et avoir de l'ambition pour une institution tournée vers l'avenir. N'en déplaise à Monsieur de Legge qui occupe toute son énergie à critiquer systématiquement nos efforts pour faire progresser la Bretagne et protéger ses habitants des mauvais coups d'un gouvernement et des forces d'argent dont il est un thuriféraire.
- faire de la Bretagne un lieu de résistance aux mécanismes désastreux du capitalisme exacerbé.
- faire de la défaite des forces de droite et d'extrême droite et de l'élection d'une majorité de gauche un point d'appui pour une véritable alternative nationale sur des contenus transformateurs et anti-libéraux.

C'est dans ce contexte et dans la logique de ces engagements et de ces convictions, que je souhaite appréhender les problématiques de la contractualisation avec l'Etat dans le cadre du contrat de projets, comme dans notre relation avec l'Union européenne, pour la période 2007-2013.

Concernant le niveau européen: force est de constater que les dirigeants européens, tous impliqués dans une construction ultralibérale souvent imaginée contre leurs peuples, ont fort laborieusement trouvé un accord à minima sur le budget de l'union, en tournant d'ailleurs clairement le dos à une réelle ambition de construction sociale et solidaire.

Ce manque d'ambition s'est par exemple traduit par des orientations nouvelles en matière de fonds régionaux désormais rebaptisés programmes d'orientation. Outre le fait qu'ils ont été nettement réduits pour la France, leur répartition envisagée n'est plus ciblée sur les secteurs les plus en difficulté, ce qui s'apparentait quelque part à un juste aménagement du territoire, mais plus globalement répartis selon des clés régionales décidées nationalement.

Cela conduit concrètement la Bretagne à subir une réduction de plus de 20% avec quelque 300 Millions d'Euros, (480 en tout Feder + FSE).

Mais il y a plus grave pour nos collectivités : alors que dans la phase précédente nombre d'infrastructures et équipements utiles aux populations de nos cités avaient pu être financés, la commission Barosso, libérale de chez libérale, obsédée par les logiques néfastes de Lisbonne, entendait privilégier à tout va une logique effrénée de compétitivité des entreprises et de transferts de fonds publics vers celles-ci en instaurant une clef de 75% pour ces programmes contre 25% aux fonds en direction d'infrastructures et d'équipements utiles à la population et en supprimant au passage les volets territoriaux des anciens fonds FEDER.

Depuis plusieurs sessions, j'ai indiqué que nous trouvions cela parfaitement inacceptable et qu'il fallait se battre et faire entendre notre voix.

Aussi, afficher notre volonté et notre détermination collective, face à l'UE et au gouvernement Villepin, de voir financer de façon importante l'accessibilité de notre territoire et de placer le projet ferroviaire des lignes Paris Brest et Quimper à grande vitesse comme première priorité de la période, était absolument nécessaire et judicieux.

Nous nous félicitons de cette bataille : 100 Millions d'Euros au moins doivent être obtenus sur ce projet de grands travaux qui participe d'une structuration ferroviaire de l'Europe. Cela constitue une ambition de progrès pour les Européens, c'est utile pour les citoyens et l'emploi et digne du XXI siècle.

Je pense d'ailleurs que le concept d'accessibilité renvoie à d'autres problématiques, comme celle des transports urbains en site propre, comme l'intermodalité, en particulier pour le maritime et que c'est absolument sur de tels projets que l'action de l'Union européenne devrait se faire sentir positivement.

Des fonds importants doivent, pour nous, être fléchés sur l'Université et la recherche. Il y va de notre avenir. De ce point de vue, les récentes indications de Dominique de Villepin et François Goulard, concernant les projets des Réseaux thématiques de recherche avancée, RTRA, qui ignorent tout projet à l'ouest d'une ligne Lille-Bayonne et ne prennent pas en compte le projet Mer porté notamment par la Bretagne, constituent si elles se confirment un nouveau très mauvais coup porté à notre avenir.

Pour revenir encore aux fonds européens, comment peut-on admettre que les fonds FEDER précédemment fléchés sur les zones de reconversion de défense passeraient désormais aux oubliettes, alors que, évidemment, Brest et Lorient poursuivent la réalisation d'importants dossiers et projets ? Pour le moins, un "phasing out" pour utiliser le langage techno, doit être maintenu.

Que penser encore du fait que ne soit plus évoqué la suite des programmes Urban, de toute évidence nombre de dossiers lourds de nos agglos auraient bien besoin de financements de ce type, pour des infrastructures et équipements décisifs pour leur développement.

Enfin pour avoir pointé lors de réunions préparatoires avec la SGAR, l'inanité de la clef 75/25, je m'étais vu répliquer qu'il fallait entendre la notion d'innovation de manière large et

nouvelle et même entendu une proposition quasi-révolutionnaire dans le contexte actuel, avec la notion d'innovation sociale !

Nous disons chiche, finançons des dispositifs allant dans le sens de sécurisation d'emploi et de formation pour les bretonnes et les bretons.

Cela participerait pour de bon, à entretenir et développer la richesse première de nos entreprises et dont les hommes et les femmes les jeunes, leurs capacités intellectuelles, créatives et professionnelles !

Au niveau national, le contrat de plan Etat-Région est devenu au détour d'un discours du 1er ministre, il y a un peu plus de 6 mois, contrat de projets 2007-2013. Monsieur le Président, vous avez eu raison de souligner l'évolution culturelle que trahit la sémantique, et j'ai noté à ce moment-là, votre critique historique du libéralisme.

L'objectif est d'abord de finir le précédent contrat de plan à 80% de ses engagements pour l'Etat fin 2007, ce qui au passage en dit un peu sur l'art des lissages progressifs et de l'impécuniosité organisée de l'Etat.

La ligne ayant été donnée aux préfets, ceux-ci ont produit un certain travail dans une épure pour le moins floue.

Nous avons alors cherché à investir ces réflexions et projections de l'Etat, sur la base d'un travail important réalisé en Bretagne autour des dix chantiers fédérateurs issus des assises et des conférences territoriales.

La copie de la préfecture de région, quoique quelque peu bousculée par rapport aux premières esquisses est restée encore très insuffisante, notamment concernant le social, le volet territorial, les politiques de qualité et de solidarités, les équipements utiles aux populations, sans parler du portuaire.

Revue par la DIACT, elle est devenue un mandat de négociation de l'Etat, qui est toujours inacceptable.

L'épure financière, réduite à 502 Millions d'euros, ne se situe absolument pas au rendez-vous des besoins de la Bretagne et des bretons pour la prochaine période.

Cette proposition de l'Etat laisse de côté des lignes importantes, prises en compte précédemment et torpille le principe même des volets territoriaux. Elle entretient un flou inquiétant concernant ce qui serait réellement contractualisé de manière nouvelle au-delà des politiques sectorielles classiques de l'Etat ou des subsides en provenance de l'Europe.

Nous nous félicitons que la majorité souhaite, comme nous l'avions préconisé, mener cette négociation avec pugnacité, en partant d'une maquette offensive et plus conforme aux besoins des bretonnes et des bretons et de l'ensemble des collectivités bretonnes. Il s'agit bien de regagner un niveau minimum de 700 Millions d'euros et un volet territorial au moins égal à la période précédente à 67 Millions d'euros.

Nous avons fait des propositions pour que cette maquette soit dans ses grandes lignes comme dans ses niveaux de précision, enrichie des projets essentiels que nous et les collectivités infra-régionales souhaitons mettre en œuvre.

Cette nécessité de nous battre est vitale. Nos réactions et celles d'autres régions de France commencent à payer. Le 1^{er} Ministre a du promettre, peu clairement il est vrai, une première rallonge qui ne fait pas le compte. Il faut continuer à se battre.

Ceci est vrai au niveau de cette contractualisation avec l'Etat, mais plus globalement il s'agit bien de se donner, de gagner des marges de manœuvre, des potentiels financiers, nous permettant de mener nos politiques, de réaliser nos programmes et nos engagements, de répondre aux besoins.

Cela nous renforce aussi dans nos convictions que face à la décentralisation-délestage imposée par un Etat, ou plutôt un gouvernement qui aggrave l'équilibre de son budget en faisant des cadeaux fiscaux scandaleux aux plus fortunés, aux grands groupes, qui accroît la dette et réduit par contre les dépenses les plus utiles et sociales, et devant la volonté partisane et intolérante de stigmatiser les conseils régionaux, nous nous devons de :

- rattraper notre retard en matière d'imposition notamment sur la taxe professionnelle et de compenser ainsi au mieux un potentiel fiscal relativement faible, pour se délivrer au maximum de la camisole financière qu'on voulait nous imposer.
- utiliser toute la marge d'évolution possible de la TIPP, même si nous le savons et le dénonçons, elle est un impôt indirect, injuste car payé par les ménages et impropre car il se situe dans une logique qui va à l'encontre de nos volontés de développement soutenable et des transports collectifs.
- mettre en place un EPF pour faire pièce à la pression foncière grandissante en ville sur le littoral et d'une manière générale sensible sur toute notre péninsule. Cet EPF étant abondé au départ, faute de disposer des possibilités de taxes opérantes sur les plus values immobilières spéculatives, par une taxe spéciale selon la loi et les principes régissant ces outils d'Etat qui ont montré leur utilité dans d'autres régions. On peut s'interroger sur le tir de barrage orchestré par Messieurs Méhaignerie ou Goulard, barons locaux reliés au château qui se sont exemptés assez grossièrement de solidarité régionale et ont pris plus que des distances avec un fonctionnement républicain.

Plus globalement encore, ayant de l'ambition pour notre institution, nous savons que cela passe par des moyens financiers renforcés, par de meilleures péréquations nationales, par une fiscalité revisitée et aussi une réorientation-restructuration de nos dépenses, profondément infléchie dans l'intérêt des bretonnes et des bretons.

Vous pouvez compter sur notre groupe pour peser positivement dans ces directions.